

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
16 janvier 2003

Original: français

**Lettre datée du 16 janvier 2003, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Chargé d'affaires par intérim
de la Mission permanente du Togo auprès de l'Organisation
des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire parvenir ci-joint la lettre en date du 16 janvier 2003 que vous adresse le Ministre des affaires étrangères et de la coopération du Togo et par laquelle il vous communique le texte de l'Accord de cessation des hostilités entre le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire, le Mouvement populaire ivoirien du Grand Ouest (MPIGO) et le Mouvement pour la justice et la paix (MJP), signé à Lomé le 13 janvier 2003 (voir annexe).

Je vous serais très reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Le Chargé d'affaire par intérim
(*Signé*) Kodjo **Menan**



**Annexe à la lettre datée du 16 janvier 2003, adressée
au Président du Conseil de sécurité par le Chargé d'affaires
par intérim de la Mission permanente du Togo
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

En référence à la déclaration en date du 20 décembre 2002 du Président du Conseil de sécurité sur la situation en Côte d'Ivoire (S/PRST/2002/42), j'ai l'honneur de soumettre à votre attention le texte de l'Accord de cessation des hostilités entre le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire, le Mouvement populaire ivoirien du Grand Ouest (MPIGO) et le Mouvement pour la justice et la paix (MJP), signé à Lomé le 13 janvier 2003 sous les auspices de Gnassingbé Eyadema, Président de la République togolaise, Coordonnateur du Groupe de contact de haut niveau de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (voir pièce jointe).

Ainsi, les deux organisations en question rejoignent dans la dynamique de la paix le Mouvement patriotique de Côte d'Ivoire (MPCI) qui, le 17 octobre 2002, avait déjà souscrit à un accord de cessation des hostilités.

(Signé) Roland Y. **Kpotsra**

Pièce jointe

Accord de cessation des hostilités entre le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire, le Mouvement populaire ivoirien du Grand Ouest et le Mouvement pour la justice et la paix

- Le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire,
- Le Mouvement populaire ivoirien du Grand Ouest (MPIGO),
- et
- Le Mouvement pour la justice et la paix (MJP),

Soucieux d'adopter des mesures favorables à l'instauration d'une confiance effective permettant de créer un environnement propice à la table ronde des forces politiques ivoiriennes du 15 au 24 janvier 2003 à Paris par la voie du dialogue :

1. S'engagent à cesser les hostilités pour permettre de débiter les négociations de Paris, au cours desquelles un accord de cessez-le-feu et un accord de paix global seront négociés.
2. La cessation des hostilités entre en vigueur à compter du 13 janvier 2003 à 24 heures et sera observée sur toute l'étendue du territoire ivoirien par le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire, le MPIGO et le MJP.
3. Conviennent immédiatement de demeurer dans leurs positions respectives.
4. Conviennent de s'abstenir de commettre des actes ou d'entreprendre des activités susceptibles de constituer ou de faciliter la violation de la cessation des hostilités.
5. Acceptent le déploiement des troupes et autre personnel de la CEDEAO sur la zone de non-franchissement pendant la cessation des hostilités.
6. Acceptent le déploiement, aux côtés des troupes françaises déjà déployées, des forces et autre personnel de la CEDEAO sur toute l'étendue du territoire aux fins de la surveillance et du maintien de la cessation des hostilités.
7. S'engagent à assurer la libre circulation des personnes et des biens, la libre circulation des agences humanitaires et des personnes déplacées.
8. Les cas suivants constituent une violation du présent accord :
 - Toutes introductions d'armes, de munitions et d'autres matériels de guerre;
 - Toutes attaques lancées par l'une des parties contre les positions de l'autre, ou toutes infiltrations, pendant ou après l'entrée en vigueur de la cessation des hostilités.

9. Acceptent de prendre part à la table ronde de Paris.
10. S'engagent de bonne foi au respect scrupuleux du présent accord.

Fait à Lomé, le 13 janvier 2003

Pour le Gouvernement
de la République de Côte d'Ivoire
(*Signé*) Laurent Dona **Fologo**

Pour le MPIGO
(*Signé*) Sergent Félix **Doh**

Pour le MJP
(*Signé*) Commandant Gaspard **Deli**

Pour la CEDEAO,
Le Secrétaire exécutif
(*Signé*) Dr. Mohammed Ibn **Chambas**
